

## Évolution comparative des revenus des Franco-Ontariens\*

\_\_\_\_\_ par Marc Lavoie et Maurice Saint-Germain

### 1. OBJECTIFS ET MÉTHODE

Depuis la fameuse Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, plusieurs études ont porté sur les écarts de revenus entre groupes linguistiques, bien que peu d'efforts aient été consacrés spécifiquement à l'Ontario. Nous voulons ici remédier partiellement à cette lacune, en nous penchant plus particulièrement sur les données issues des recensements canadiens de 1981 et 1986, pour l'Ontario et cinq de ses régions. De fait, à part l'étude de la Commission B.B. qui portait sur 1960, il n'y a à notre connaissance que deux autres comparaisons sur une base linguistique des revenus des Ontariens, celle de la F.F.H.Q. (1978) qui porte sur 1970, et celle de F. Vaillancourt et J. Carpentier (1988) qui concerne l'année 1980.

L'étude comparative des revenus a subi une certaine évolution depuis les travaux pionniers des Raynauld, Marion et Béland pour la Commission B.B. À cette époque, ce sont les groupes ethniques, plutôt que linguistiques, qui étaient la base des comparaisons. L'origine ethnique était jugée plus importante que la langue, ou encore jugeait-on que l'origine ethnique était un bon indicateur de la langue. La Commission B.B. allait cependant faire plusieurs recommandations, dont l'une au moins fut

---

Marc LAVOIE, Maurice Saint-GERMAIN, «Évolution comparative des revenus des Franco-Ontariens», *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, 1990, pp. 125 à 149.

entérinée, à savoir l'inclusion dans le recensement d'une question sur la langue d'usage. Malgré tout, les années soixante-dix et même les années quatre-vingt virent une floraison d'études fondées sur la langue maternelle. Celle-ci était particulièrement utilisée par les économistes, qui y voyaient une variable véritablement indépendante, et donc commode pour les études économétriques qui se mettaient à foisonner.

Les études sur l'anglicisation et les écarts importants d'effectifs ou de revenus qui ont été observés selon que les francophones étaient comptabilisés par le critère de la langue maternelle ou celui de langue d'usage au foyer ont cependant incité de nombreux chercheurs à modifier leur indicateur de la francophonie<sup>1</sup>. Quant à nous, c'est la langue d'usage au foyer, ou langue parlée à la maison, que nous utiliserons<sup>2</sup>.

Certains spécialistes prétendent que la langue au foyer est un piètre indice de la francophonie, ou tout au moins qu'elle en est un indice imparfait. Cette thèse, qui relève davantage de la tradition orale que d'une preuve rigoureuse, trouve un certain écho politique, car elle signifie que les mesures par la langue parlée à la maison sous-estimeraient parfois largement l'importance numérique des francophones hors Québec.

Les partisans de la langue maternelle s'appuient principalement sur l'idée qu'on ne peut s'attendre à ce que la langue parlée à la maison soit la langue principale d'un individu dans les cas d'exogamie avec partenaire unilingue (Joy 1977, 56). À cette objection tout à fait théorique, on peut maintenant opposer les faits suivants : au Canada hors Québec en 1986, dans les mariages hétérolinguistiques français/anglais où la mère est de langue maternelle anglaise, 90,1% des familles déclarent que tous leurs enfants parlent l'anglais à la maison; lorsque la mère est de langue maternelle française, seulement 7,8% des familles voient tous leurs enfants parler le français<sup>3</sup>. Donc, si dans ces familles hétérolinguistiques l'un des conjoints de langue maternelle française déclare parler l'anglais au foyer, ceci ne fait qu'annoncer le choix linguistique de la génération future.

Par conséquent, si la langue d'usage au foyer est davantage tournée vers le futur, la langue maternelle est résolument orientée vers le passé, et l'origine ethnique plus encore. De fait,

la notion de langue maternelle, dans un cadre linguistique en évolution, finit inexorablement par nous renvoyer au concept sociologiquement quasi vide de francogène. D'autre part, certaines études laissent même présumer que les recensements, complétés par les parents, sous-estiment la véritable ampleur des transferts linguistiques de leurs enfants (Veltman 1987, 163). Ainsi, même la langue parlée à la maison est parfois dépassée pour refléter la situation présente. «Les données apportées par la question sur la langue d'usage traduisent une situation linguistique déjà ancienne» (Veltman et Paré, 1985, 81).

Laissons la langue pour nous interroger sur les indices de mesure du revenu. Par le passé, le revenu de travail a particulièrement attiré l'attention des économistes, en partie parce que celui-ci se prête bien aux théorisations et formalisations économétriques. Quant à nous, il nous a semblé que si l'on voulait mesurer les véritables écarts de revenus séparant les francophones des anglophones, c'est sur le revenu total qu'il fallait se pencher, étant donné que celui-ci intègre à la fois les revenus de placement et les effets du chômage.

Le revenu total moyen porte sur toute la population de plus de 18 ans, et pas seulement pour ceux et celles qui sont en âge ou dans la possibilité de travailler. C'est le revenu total moyen qui est le meilleur indice global de bien-être économique à l'intérieur d'une région.

Les résultats que nous allons présenter sont donc surtout basés sur le revenu total moyen des francophones et des anglophones selon la langue parlée à la maison. Nous allons aussi présenter quelques résultats généraux sur les taux de chômage, ou sur ce qui en tient lieu. Enfin nous tiendrons compte de deux variables traditionnellement jugées importantes pour établir le revenu, soit l'âge et le niveau de scolarité.

Toutes les données présentées proviennent de compilations spéciales faisant suite aux recensements canadiens de 1981 et 1986. Notre échantillon est exactement celui du questionnaire long, auquel a répondu un Canadien sur cinq et dont les réponses multiples aux questions portant sur la langue ont été préservées.

L'essentiel de notre présentation portera sur les individus de sexe masculin, le cas des femmes étant traité dans un autre article de cette revue, avec d'ailleurs pour base la langue maternelle.

Les régions ontariennes que nous avons délimitées (Est, Nord, reste de l'Ontario) sont semblables à celles fixées par les chercheurs qui nous ont précédés (Lachapelle et Henripin 1980)<sup>4</sup>.

## 2. ÉVOLUTION GLOBALE DES ÉCARTS ÉCONOMIQUES

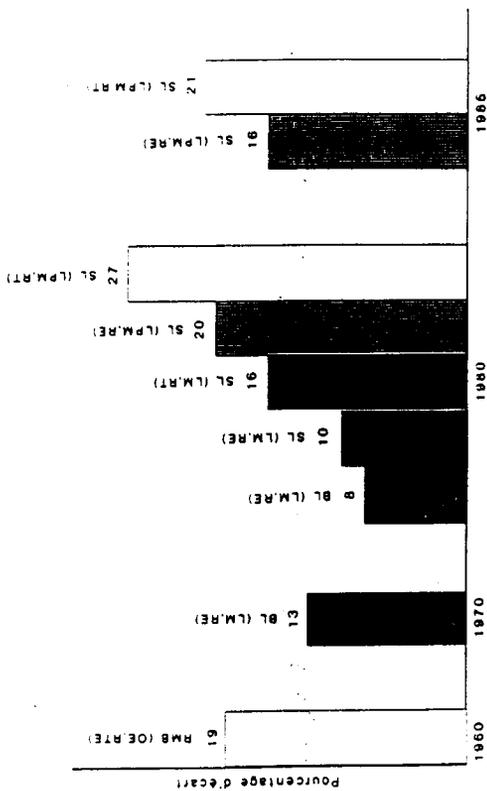
### 2.1 Les écarts de revenus masculins hors Québec et en Ontario

Pour placer les écarts de revenus entre hommes ontariens dans une perspective plus large, il est sans doute préférable de mettre en évidence les écarts de revenus entre hommes francophones et anglophones pour l'ensemble du Canada hors Québec. C'est ce qui est fait au graphique 1, où l'on peut voir l'évolution de ces écarts entre 1960 et 1985, selon la base de comparaison choisie. Les sigles sont expliqués en annexe. Si l'on se fie au critère de l'origine ethnique(OE) ou de la langue maternelle(LM) on observe une diminution de 19% à 8%, entre 1960 et 1980, de l'écart favorisant les Canadiens anglais par rapport aux Canadiens français. Cet écart est donc faible et en rapide diminution. Si l'on observe maintenant les données relatives à la langue parlée à la maison (LPM), on s'aperçoit encore que les écarts entre anglophones et francophones du Canada hors Québec sont en forte baisse entre 1980 et 1985. Par contre, le niveau absolu de ces écarts est de plus de deux à trois fois supérieur à ceux observés à partir de la langue maternelle. On passe en 1980, seule base de comparaison vraiment disponible, de 8% à 20% lorsque le revenu d'emploi (RE) est considéré, jusqu'à 27% quand on tient compte des revenus totaux(RT). Ainsi, si l'on considère qu'un véritable francophone s'identifie à sa langue parlée à la maison plutôt qu'à sa langue maternelle ou à son origine ethnique, les inégalités de revenus aujourd'hui entre les deux principaux groupes linguistiques du Canada hors Québec sont comparables à celles qui avaient scandalisé les enquêteurs de la Commission B.B. dans les années soixante.

Graphique 1

**Graphique 1**

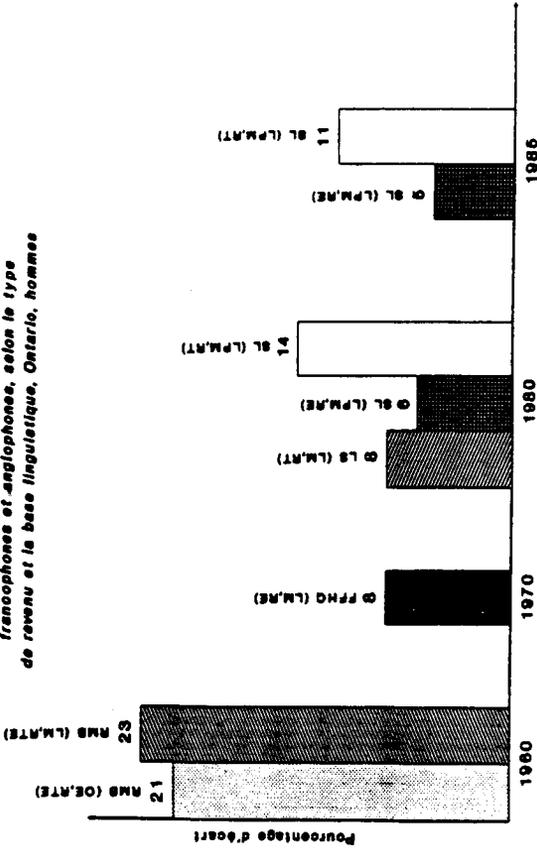
*Evolution des écarts de revenus entre francophones et anglophones, selon le type de revenu et la base linguistique, Canada hors Québec, hommes*



Source: Saint-Germain et Lavoie (1989, résumé)

Graphique 2

**Graphique 2**  
*Evolution des écarts de revenu entre francophones et anglophones, selon le type de revenu et la base linguistique, Ontario, hommes*



Sources: Raynaud, Marion et Béland (1966, tableaux 1 et 2); FPHQ (1978, page 51) Saint-Germain et Lavoie (1988, annexe 3 et 4)

La situation est cependant différente en Ontario, ainsi que l'illustre le graphique 2. D'abord on constate que les écarts mesurés selon la langue parlée à la maison dans les années quatre-vingt sont largement inférieurs à ceux mesurés en 1960 selon l'origine ethnique ou la langue maternelle. Les écarts défavorables aux groupes de langue française partent de 23% en 1960 pour se rétrécir entre seulement 5% et 11% en 1985, selon la base de revenu considérée. Pour 1980, nous avons recalculé (sigle LS) les deux types de revenus moyens selon la langue maternelle, l'écart est alors entre 3% et 8% au lieu de 6% et 14% lorsque la base linguistique est la langue parlée à la maison. On constate donc à nouveau que les écarts de revenus peuvent passer du simple au double selon la définition des groupes linguistiques ou selon le type de revenus choisis. On remarque encore que les écarts sont les plus grands lorsque c'est le revenu total et la langue parlée à la maison qui font l'objet des comparaisons. Cependant, en Ontario, par rapport au Canada hors Québec, les francophones sont dans une situation économique qui semble globalement assez proche de celle des anglophones, l'écart ne dépassant pas ou guère 10%.

## **2.2 Les écarts de revenus masculins dans les régions ontariennes**

La situation économique relative des Franco-Ontariens n'est pas la même selon la région considérée. Le tableau 1 apporte un certain éclairage régional vis-à-vis à la fois des disparités géographiques et des disparités linguistiques en Ontario. On notera que les indices d'écarts sont ici exprimés en fonction du groupe le plus nombreux, le groupe anglophone, contrairement à ce qui vient d'être fait dans les deux graphiques qui précèdent. On notera aussi que tous les revenus sont exprimés en dollars constants 1985. Ceci signifie que les revenus de 1980 ont été pondérés par l'indice du coût de la vie pour pouvoir être directement comparés à ceux de 1985.

Pour ce qui est des disparités régionales, on voit que l'Est ontarien est en fait composé de deux sous-régions bien distinctes, l'Est rural aux revenus faibles, et la région urbaine Ottawa-Carleton aux revenus élevés. Les colonnes 7 et 8 révèlent

aussi que le Nord ontarien a été particulièrement touché par la grande récession de 1982, le revenu réel moyen de tous ses habitants ayant diminué de plus de 4%.

Tableau 1  
Revenu total moyen, francophones et anglophones,  
Ontario et régions, hommes, 1980 et 1985

Régions	1980			1985			Variation des revenus 1985/1980	
	franc.	angl.	2/1	franc.	angl.	5/4	franc.	angl.
	1	2	3	4	5	6	7	8
Ontario	23163	26340	113,8	23588	26202	111,1	101,8	99,4
Ontario est	22640	28517	126,1	24065	29013	120,6	106,3	101,7
Ontario nord	22357	24801	111,0	21408	23771	111,1	95,7	95,8
Reste de l'Ontario	25476	26227	103,0	25780	26061	101,1	101,2	99,3
Ontario est rural	20384	21792	106,9	20214	22211	109,9	99,1	101,9
Ottawa- Carleton	24195	29893	123,6	26437	30279	114,5	109,2	101,3

Source : Saint-Germain et Lavoie (1989, tableau 6.1)

Si l'on se penche davantage sur les disparités linguistiques, on remarque que c'est dans le reste de l'Ontario que la situation relative des Franco-Ontariens est la meilleure, ceux-ci ayant des revenus moyens quasi identiques à ceux des anglophones. Nul doute qu'il s'agisse là d'une conséquence du fonctionariat à Toronto, 10,8% des hommes francophones de cette région travaillant dans la fonction publique, contre seulement 6% pour leurs équivalents anglophones. Par contre, aussi surprenant que cela puisse paraître, c'est dans l'Est ontarien que la situation relative des Franco-Ontariens est la pire; les revenus des anglophones les surpassent de 26%. Ceci était principalement dû en 1980 aux très piètres revenus relatifs des francophones de l'agglomération urbaine d'Ottawa-Carleton, effet peut-être renforcé par la venue des Québécois anglophones à revenus élevés sans doute effrayés par la loi 101. La situation de

ces francophones s'est cependant améliorée de façon remarquable en 1985, leurs revenus moyens augmentant de 10% en cinq ans malgré la crise. En dépit de cela, les anglophones de tout l'Est ontarien recevaient encore en 1985 un revenu de 20% supérieur à celui des francophones de cette région, à cause de la forte proportion de francophones situés dans la région rurale plus pauvre que la région urbaine. Quant aux francophones du Nord de l'Ontario, leur situation relativement aux anglophones se situe dans la moyenne provinciale, bien que leurs revenus en termes absolus soit en dessous de celle-ci.

### 2.3 Les taux de chômage masculins par région

L'étude des indices de chômage va nous aider à comprendre pourquoi, si l'on s'intéresse à une photographie globale des disparités économiques entre francophones et anglophones, il vaut mieux mesurer le revenu total moyen plutôt que le revenu de travail moyen ou le salaire horaire moyen. Nous n'avions pas à notre disposition les taux de chômage calculés par Statistique Canada, si bien que nous avons dû calculer notre propre indice de chômeurs. Notre indice exprime le rapport des individus ayant touché des prestations d'assurance-chômage au cours d'une année par rapport à l'ensemble de la population désirant ou non travailler. Notre indice tient donc davantage compte d'un flux que d'un stock de chômeurs. Il est naturellement différent du taux de chômage calculé tous les mois par Statistique Canada, mais néanmoins exprime avec précision la réalité du chômage.

Le tableau 2 montre les indices de chômage observés dans les différentes régions ontariennes pour les hommes francophones et anglophones en 1980 et 1985. Les colonnes 3 et 6 de ce tableau indiquent clairement que le chômage est systématiquement plus présent chez les francophones que chez les anglophones. Ceci est vrai pour toutes les régions et pour les deux années du recensement. Pour l'ensemble de l'Ontario, les anglophones sont d'au moins 20% moins sujets au chômage que les francophones. Les chiffres sont sensiblement les mêmes pour chaque région, sauf l'Est rural. On note aussi que, malgré la crise, les francophones du reste de l'Ontario et d'Ottawa-Carleton ont sensiblement diminué leur propension au chômage. Quant au Nord ontarien,

notre indice de chômage reflète la dure réalité de cette région, durement frappée par la grande récession, francophones et anglophones subissant de façon presque égale l'accroissement du chômage.

Tableau 2  
Taux de chômeurs, francophones et anglophones  
Ontario et régions, hommes, 1980 et 1985

Régions	1980			1985			Variation en points de % des taux de chômage 1985/1980	
	franc. 1	angl. 2	2/1 3	franc. 4	angl. 5	5/4 6	franc. 7	angl. 8
Ontario	10,9	8,8	80,7	11,9	9,3	78,1	+1,0	+0,5
Ontario est	9,7	7,1	71,7	9,8	7,8	79,6	+0,1	+0,7
Ontario nord	11,1	8,5	76,6	15,5	12,4	80,0	+4,4	+3,9
Reste de l'Ontario	13,0	9,0	69,2	11,1	9,4	84,7	-1,9	+0,4
Ontario est rural	11,4	10,8	94,7	11,8	11,2	94,9	+0,4	+0,4
Ottawa-Carleton	9,0	6,3	70,0	8,5	7,2	84,7	-0,5	+0,9

Source : Saint-Germain et Lavoie (1989, tableau 5.1)

Ainsi, même en Ontario, où la situation relative des francophones hors Québec est bien meilleure que celle qui prévaut dans les autres provinces, les francophones subissent des taux de chômage qui sont supérieurs à ceux des anglophones. Cette situation ne pouvant être attribuée à des considérations d'ordre saisonnier, les Franco-Ontariens, sauf dans l'Est, ne constituant pas une population d'agriculteurs, c'est vers d'autres explications plus complexes qu'il faut se tourner (scolarité, discrimination, etc). Quoi qu'il en soit, les taux de chômage relatifs observés montrent que les études fondées sur le revenu d'emploi ou le salaire horaire ne peuvent donner que des indications partielles.

## 2.4 Écarts de revenus féminins

L'étude des revenus relatifs des femmes a été passablement négligée par les chercheurs. Il existe à cela plusieurs raisons dont la plus évidente pour les économistes tient au fait que les modèles économétriques habituels expliquent mal le revenu de travail des femmes. Dans nos compilations statistiques, nous avons traité les revenus masculins et féminins de façon parfaitement symétrique, mais dans le choix des tableaux à commenter nous avons suivi la tendance en nous concentrant sur les données relatives aux hommes, plus facilement comparables aux travaux antérieurs. Ici, nous allons étudier plus particulièrement les revenus totaux moyens des femmes en 1985. Les taux de chômage, notamment, ne seront pas discutés<sup>5</sup>.

Tableau 3  
Francophones et anglophones, revenu total moyen,  
Ontario et régions, femmes, 1985

Régions	Francophones 1	Anglophones 2	Ratio 2/1
Ontario	10 707	12 371	116,2
Ontario est	12 739	14 497	113,6
Ontario nord	7 852	9 713	123,4
Reste de l'Ontario	10 107	12 290	121,9
Ontario est rural	9 274	10 140	109,9
Ottawa-Carleton	14 564	15 277	105,2

Source : Saint-Germain et Lavoie (1989, annexe 2)

Si l'on se penche tout d'abord sur l'évolution de longue période, il n'existe à notre connaissance aucune étude traitant des revenus féminins francophones et anglophones pour l'année 1970 en Ontario. Par contre, Raynauld, Marion et Béland (1966, tableau 2) ont produit de tels chiffres pour l'année 1960, pour le compte de la Commission B.B. Sur la base de l'origine ethnique et du revenu total de la main d'oeuvre féminine, ces auteurs ont mis à jour des écarts de 30% en faveur du groupe britannique par rapport au groupe français. Les résultats obtenus par Vaillancourt et Carpentier (1988, tableau 1) aboutissent à un écart

de revenus totaux de 17% en 1980 selon la langue maternelle. Nos propres données dévoilent un écart favorable aux anglophones qui est de 20% en 1980, et se réduit à 16% en 1985. Le tableau 3 reproduit cet écart pour 1985, et relève les écarts observés dans les diverses régions de l'Ontario. On y constate principalement que les revenus des Franco-Ontariennes sont particulièrement faibles, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, tandis que les revenus des Franco-Ontariennes d'Ottawa-Carleton sont très proches de ceux des femmes anglophones de cette région urbaine, dont les revenus absolus sont les plus élevés.

### **3. INFLUENCE PARTICULIÈRE DE CERTAINES VARIABLES SUR LE REVENU**

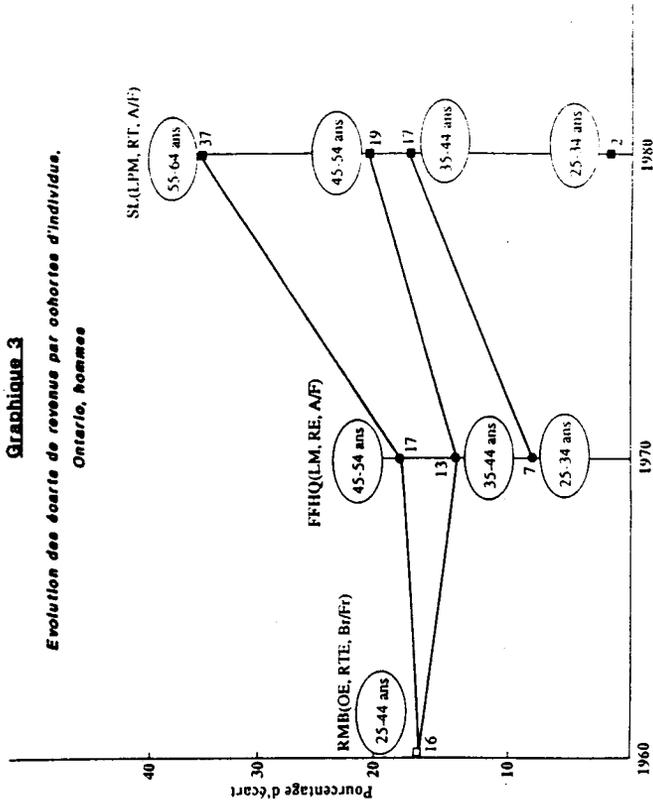
Bien que le revenu total moyen soit l'indicateur le plus global pour exprimer la situation socio-économique des Franco-Ontariens par rapport à leurs homologues anglophones, il est évident que cet indicateur est insuffisant pour tenir compte de tendances plus fines. Nous allons à nouveau étudier l'évolution à long terme de la situation économique relative des Franco-Ontariens, mais cette fois-ci selon les groupes d'âge. Puis nous jetterons un coup d'oeil à la situation des années quatre-vingt en ce qui a trait aux taux de scolarisation comparés des deux grands groupes linguistiques et leur effet sur les écarts de revenus.

#### **3.1 Évolution des écarts de revenus par cohortes**

Le graphique 3 montre l'évolution des écarts de revenu favorables aux anglophones de l'Ontario, de 1960 à 1980, selon les groupes d'âge. Chaque ligne continue permet de suivre l'évolution d'une cohorte d'individus sur cette période de vingt ans. Par exemple, les Franco-Ontariens de 35 à 44 ans, qui ont un revenu moindre de 13% par rapport aux anglophones de cet âge en 1970, constituent dix ans plus tard la cohorte des 45 à 54 ans qui subissent un écart de 19%.

Malheureusement, toutes les données ne sont pas parfaitement comparables, puisque, comme il a déjà été dit, ni la base

Graphique 3



Source: Saint-Germain et Lavoie (1988, graphique 11.4)

linguistique, ni le type de revenu, ne sont identiques d'année en année.

Pour chacun des recensements de 1970 et 1980, on découvre une hiérarchie des écarts par cohorte. À un moment du temps, plus la cohorte est jeune, et plus les écarts de revenus entre francophones et anglophones sont petits. Ceci laisse présager que les écarts de revenus entre francophones et anglophones que nous avons identifiés dans la section précédente devraient graduellement s'estomper dans le futur. Par contre, on note que l'écart entre francophones et anglophones pour chaque cohorte s'agrandit à travers le temps. Ceci signifierait que les jeunes franco-ontariens réussissent presque à faire jeu égal avec leurs homologues anglophones, mais qu'à mesure qu'ils prennent de l'âge, leur situation économique relative se détériore, et ils sont de plus en plus économiquement dominés. Ce serait là une des significations des lignes continues à pente ascendante. Si ce second effet est exact, on ne peut plus conclure à la diminution progressive et inéluctable des écarts de revenus entre les deux grands groupes linguistiques. On ne peut cependant tirer cette conclusion pessimiste, en raison de la trop grande hétérogénéité des bases de calcul. Pour information, on peut relever qu'en 1985, les écarts de revenus pour les quatre groupes d'âge identifiés en 1980, en commençant avec le groupe le plus jeune, s'établissaient respectivement à 1%, 15%, 24% et 40%.

### 3.2 Scolarité, âge et revenu pour l'Ontario

Évidemment, il est une variable dont tout le monde s'accorde à dire qu'elle a généralement une influence déterminante sur le revenu: il s'agit du niveau de scolarité. Le tableau 4 illustre la relation entre scolarité et revenu, en tenant compte en particulier des groupes d'âge des hommes de 25 à 34 ans et de 44 à 54 ans. Le premier groupe constitue la cohorte la plus jeune susceptible d'avoir déjà terminé ses études en 1985, le second groupe est la cohorte dont les revenus sont souvent les plus élevés. L'écart de vingt ans entre les deux groupes d'âge constitue presque une génération (environ 27 ans). Les individus ont été répartis en quatre niveaux de scolarité: moins d'une

neuvième année, de la 9<sup>e</sup> à la 13<sup>e</sup> année, études postsecondaires, études universitaires avec diplôme.

Tableau 4  
Francophones et anglophones, âge, répartition de la  
scolarité et revenus totaux, Ontario, hommes, 1985-86

Niveau de scolarité	Francophones			Anglophones			Indices (franc. = 100)	
	Tot	25-34 ans	45-54 ans	Tot	25-34 ans	45-54 ans	25-34 ans	45-54 ans
<b>A)</b> <b>Revenus totaux :</b>								
Toutes scol.	23588	24632	31548	26206	24858	36503	100,9	115,7
0 à 9 <sup>e</sup>	18573	18199	23916	18467	15617	23269	85,8	97,2
9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	21248	22919	30026	22322	22616	31756	98,7	105,7
postsec.	24628	25284	34630	26025	24984	36710	98,8	106,0
universit.	40606	31077	56329	44279	30622	62868	98,5	111,6
<b>B)</b> <b>Répartition de la scolarité</b>								
Toutes scol.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		
0 à 9 <sup>e</sup>	24,5	4,4	37,5	11,0	2,3	15,2	52,2	40,5
9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	39,2	48,6	32,5	42,1	39,4	41,0	81,0	126,1
postsec.	25,2	33,2	18,7	32,8	40,1	28,9	120,7	154,5
universit.	11,1	13,9	11,2	14,1	18,2	14,8	130,9	132,1

Source : Saint-Germain et Lavoie (1989, annexe 11)

Regardons tout d'abord la répartition de la scolarité (partie B du tableau 4). Il apparaît clairement, quelle que soit la catégorie d'âge considérée, et comme on pouvait s'y attendre, que les anglophones sont plus scolarisés que les francophones. Les indices situant les anglophones par rapport aux francophones expriment ceci en particulier, les indices étant largement supérieurs à 100 pour les niveaux d'éducation postsecondaire et universitaire, et étant en général largement inférieurs à 100 pour les niveaux inférieurs d'instruction. La comparaison des groupes d'âge permet d'ailleurs de voir que la scolarisation absolue et relative des Franco-Ontariens va en

s'améliorant à travers les générations. Cependant, si l'on considère uniquement les études universitaires sanctionnées d'un diplôme, la situation a stagné sur vingt ans, le retard à rattraper étant toujours aussi grand<sup>6</sup>. Ainsi, l'élite franco-ontarienne n'a pas élargi sa base.

Examinons maintenant la partie A du tableau 4, qui introduit les revenus totaux. À nouveau la lecture des indices ayant pour base les francophones nous permet d'apprécier d'un coup d'oeil la situation des anglophones comparée à celle des Franco-Ontariens. On remarque que la situation relative des individus de 45 à 54 ans est bien différente de celle des 25 à 34 ans. Chez les premiers, à instruction égale, les Franco-Ontariens gagnent moins que leurs homologues anglophones, sauf pour ce qui est de ceux ayant moins d'une 9<sup>e</sup> année, ce qui représente quand même 37,5% de la population de la cohorte. Par contre, pour ce qui est des jeunes franco-ontariens, on constate qu'à instruction égale, ils sont toujours aussi bien payés que leur équivalent anglo-ontarien, et même mieux, l'indice étant inférieur à l'indicateur d'équité 100.

Si l'on peut se fier à ce tableau, et si la situation prévalant actuellement pour cette cohorte de jeunes franco-ontariens peut se perpétuer dans le temps, on pourrait présumer que le principal problème économique auquel fait face la communauté franco-ontarienne est celui de la sous-scolarisation. Il reste donc à expliquer la raison d'être de cette sous-scolarisation. Pour diverses raisons, dont surtout la connaissance de l'anglais, que reflète le haut taux de bilinguisme de sa force de travail, la jeune communauté franco-ontarienne réussit à obtenir des revenus égaux à ceux des anglophones du même niveau d'instruction et du même âge. Ce n'est cependant pas le cas des Franco-Ontariens plus âgés.

### 3.3 Les régions ontariennes

Naturellement, selon les régions ontariennes considérées, il peut exister de substantielles variations dans les taux de scolarisation, absolus ou relatifs, et dans les revenus ou les écarts de revenus. Le tableau 5 nous donne, par région, la répartition des niveaux de scolarité de la population masculine francophone

pour deux groupes d'âge, ainsi qu'un indice de comparaison avec son équivalent anglophone. Par exemple, dans le Nord ontarien, 4,9% des jeunes franco-ontariens de 25 à 34 ans ont obtenu un diplôme universitaire, quand le pourcentage atteint 11,1% pour les anglophones, autrement dit les anglophones du même âge et de la même région sont à l'indice 238 quand les francophones sont à l'indice 100. On voit aussi que presque la moitié de la population francophone de 45 à 54 ans de cette région a moins d'une neuvième année de scolarité, cette proportion étant plus de deux fois supérieure à celle de la population anglophone correspondante. Bien que les taux de scolarité absolus soient bien meilleurs pour les francophones des autres régions, on y constate que la scolarité relative aux anglophones n'est guère meilleure que dans le Nord, et ceci même dans la région urbaine d'Ottawa-Carleton. La seule exception à cette règle se trouve être le reste de l'Ontario, où les taux de scolarité des francophones sont élevés et presque comparables à ceux des anglophones. Parmi les jeunes Ontariens, la proportion d'anglophones diplômés d'université est même inférieure à celle des francophones.

Le tableau 6 traite des mêmes régions, mais en se centrant sur les écarts de revenus entre anglophones et francophones du même âge et du même niveau d'instruction. La situation particulière des Franco-Ontariens du Centre et du Sud de l'Ontario est à nouveau mise en relief : ceux-ci, en particulier les plus jeunes, semblent bien mieux rémunérés que leurs équivalents anglophones. Ce n'est toutefois pas tout à fait le cas de la région d'Ottawa-Carleton, là où on pourrait s'attendre à ce que l'atout du bilinguisme, très présent chez les Franco-Ontariens, joue un rôle prépondérant et payant. On constate aussi que relativement aux autres niveaux d'instruction, le grade universitaire apparaît peu rentable pour le francophone du Nord ontarien, ce qui pourrait expliquer que les diplômés universitaires francophones se raréfient dans cette région.

Évidemment, il faut se méfier dans une certaine mesure des résultats établis aux tableaux 5 et 6 puisqu'ils reposent sur des échantillons de taille parfois assez réduite.

Tableau 5  
Francophones, âge et répartition comparée de la scolarité,  
régions ontariennes, hommes 1986, (indice des francophones = 100)

Régions	Niveau de scolarité	25-34 ans		45-54 ans	
		taux	indice	taux	indice
EST	0 à 9 <sup>e</sup> année	3,3	39,5	28,5	30,9
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	45,0	68,5	34,1	100,0
	postsecondaire universitaire	34,4	116,2	21,3	138,8
NORD	0 à 9 <sup>e</sup> année	17,3	161,3	16,0	175,4
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	5,6	48,3	48,9	46,2
	postsecondaire universitaire	59,2	76,3	32,6	136,9
RESTE DE L'ONTARIO	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	30,3	135,1	13,4	169,5
	0 à 9 <sup>e</sup> année	4,9	238,0	5,1	200,0
	postsecondaire universitaire	5,0	48,0	37,5	41,5
EST RURAL	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	42,1	95,2	29,1	142,8
	0 à 9 <sup>e</sup> année	34,2	117,6	22,2	131,5
	postsecondaire universitaire	18,5	95,2	11,2	123,4
OTTAWA- CARLETON	0 à 9 <sup>e</sup> année	5,5	34,6	38,9	55,2
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	61,6	89,2	37,3	117,6
	postsecondaire universitaire	26,8	135,1	17,9	138,8
OTTAWA- CARLETON	0 à 9 <sup>e</sup> année	6,1	123,4	5,7	172,4
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup> p-	4,9	28,5	30,1	23,9
	Postsecondaire universitaire	43,4	64,1	29,8	109,9
		33,5	121,9	24,3	123,4
		18,3	163,9	15,8	192,3

Source : Saint-Germain et Lavoie (1989, annexe II)

Tableau 6  
 Âge, scolarité, et revenus linguistiques relatifs,  
 régions ontariennes, hommes, 1985 (francophones = 100)

Régions	Niveau de scolarité	25-34 ans	45-54 ans
EST	0 à 9 <sup>e</sup> année	98,7	93,9
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	102,0	109,1
	postsecondaire	98,9	119,1
	universitaire	98,3	103,9
NORD	0 à 9 <sup>e</sup> année	85,3	101,6
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	97,4	105,9
	postsecondaire	95,8	95,1
	universitaire	111,6	109,7
RESTE DE L'ONTARIO	0 à 9 <sup>e</sup> année	67,2	86,1
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	84,3	95,1
	postsecondaire	88,6	97,8
	universitaire	95,6	120,9
EST RURAL	0 à 9 <sup>e</sup> année	129,8	86,8
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	98,0	95,6
	postsecondaire	103,6	102,0
	universitaire	74,9	100,2
OTTAWA- CARLETON	0 à 9 <sup>e</sup> année	97,5	102,2
	9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	103,5	118,7
	postsecondaire	98,5	123,7
	universitaire	101,1	111,9

Source : Saint-Germain et Lavoie (1989, annexe II)

### 3.4 Scolarité, âge et revenus féminins

Nous terminons ce tour d'horizon des revenus comparés des Ontariens par l'étude des revenus des femmes selon l'âge et le niveau de scolarité pour l'ensemble de l'Ontario en 1985, ainsi qu'ils apparaissent au tableau 7. Comme pour les hommes, il est clair que les jeunes franco-ontariennes de 25 à 34 ans sont

beaucoup plus scolarisées que leurs aînées de 45 à 54 ans (partie B du tableau 7). Par rapport aux femmes anglophones, des progrès substantiels ont été enregistrés en vingt ans dans les catégories de scolarité intermédiaires. Cependant, si l'on restreint son attention aux seules diplômées universitaires, on constate la situation inverse : la proportion de francophones diplômées universitaires chez les femmes de 45 à 54 ans (7,9%) est plus grande que la proportion équivalente des anglophones (7,4%), mais cet avantage disparaît chez les femmes francophones de 25 à 34 ans (14,4% contre 16,5% pour les anglophones). À nouveau, on constate que les élites franco-ontariennes n'ont pas réussi à se renouveler.

Tableau 7  
Francophones et anglophones, âge, répartition  
de la scolarité et revenus totaux, Ontario, femmes, 1985-86

Niveau de Scolarité	Francophones			Anglophones			Indices (franc. = 100)	
	Tot	25-34 ans	45-54 ans	Tot	25-34 ans	45-54 ans	25-34 ans	45-54 ans
<b>A)</b> <b>Revenus totaux :</b>								
Toutes scol.	10707	12479	11128	12371	13460	13858	107,8	124,5
0 à 9 <sup>e</sup>	6264	4242	5408	8203	6535	7255	154,0	134,2
9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	8768	9031	9309	10253	10315	11581	114,1	124,3
postsec.	12752	13933	14846	13659	14210	16292	102,0	109,7
univer.	25884	23645	34557	22343	20526	29847	86,8	86,3
<b>B)</b> <b>Répartition de la scolarité</b>								
Toutes scol.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		
0 à 9 <sup>e</sup>	25,2	3,8	35,4	11,1	2,0	12,8	52,6	36,1
9 <sup>e</sup> à 13 <sup>e</sup>	39,9	50,6	34,9	45,1	42,2	48,3	83,4	138,3
postsec.	26,0	31,2	21,8	33,9	39,3	31,5	125,9	144,5
univer.	9,0	14,4	7,9	9,8	16,5	7,4	114,5	93,6

Source : Saint-Germain et Lavoie (1989, annexe II)

L'étude de la partie A du tableau 7 révèle une hiérarchie troublante des revenus relatifs des anglophones par rapport aux francophones. On constate que plus faible est l'instruction d'une Franco-Ontarienne plus faible est son revenu relativement à une anglophone du même âge et du même niveau de scolarité. Ceci est vrai pour les deux cohortes considérées. Pour les trois niveaux de scolarité les plus bas, la femme franco-ontarienne perçoit des revenus parfois nettement inférieurs à ceux de son équivalente anglophone. Par contre, pour les diplômées universitaires, la situation est toute autre: les femmes anglophones diplômées universitaires, quel que soit leur âge, pour les deux cohortes considérées ici, ne gagnent que 86% des revenus de leurs consoeurs francophones de même niveau d'éducation. Naturellement, il faut être très prudent dans l'interprétation de ces écarts, ceux-ci pouvant être dus notamment à des taux de participation différenciés sur le marché du travail. Cependant, la faible capacité de l'élite franco-ontarienne à élargir sa base, combinée aux effets qui viennent d'être évoqués, bien qu'on ne puisse les observer dans le cas des hommes, pourrait laisser présager une dichotomisation de la société franco-ontarienne.

On note enfin que les revenus des jeunes franco-ontariennes, toutes scolarités confondues, est loin d'atteindre la parité avec leurs consoeurs anglophones, parité pourtant atteinte par les jeunes franco-ontariens.

## CONCLUSION

Nous pouvons maintenant évoquer les grands traits qui ressortent de cette étude des revenus comparés des Franco-Ontariens, définis selon la langue parlée à la maison.

1) Les écarts de revenus entre francophones et anglophones mesurés selon les critères de la langue parlée à la maison et du revenu total sont beaucoup plus substantiels que ceux mesurés par le revenu de travail et la langue maternelle.

2) Les écarts de revenu défavorables aux francophones sont plus importants au Canada hors Québec qu'en Ontario, où ils ne

dépassent guère 11% pour les hommes et 16% pour les femmes en 1985.

3) Relativement aux revenus des anglophones de leur région, ce sont les hommes franco-ontariens du reste de l'Ontario qui occupent la meilleure situation, et ce sont ceux d'Ottawa-Carleton qui sont les moins bien lotis. Chez les femmes, c'est exactement l'inverse qui prévaut. Comme chacun s'en doute, en termes absolus, ce sont les francophones, hommes et femmes, du Nord ontarien qui ont les revenus les plus faibles.

4) Les taux de chômage des hommes franco-ontariens sont systématiquement, région par région, et substantiellement (2,5 points de taux de chômage) supérieurs à ceux des Anglo-Ontariens.

5) Les écarts de revenus entre anglophones et francophones dépendent considérablement de la génération considérée, les plus jeunes étant plus proches de la parité.

6) Ceci peut être attribué en partie à des taux de scolarité plus proches de ceux des anglophones pour les jeunes francophones.

7) De façon générale, à âge et scolarité égaux, les hommes et les femmes franco-ontariens gagnent moins que leurs équivalents anglophones, à l'exception de tous les hommes de 25 à 34 ans et des femmes du même âge avec grade universitaire.

8) Si l'on se fie à l'évolution comparée du pourcentage d'individus décrochant un grade universitaire, il semble que la société franco-ontarienne éprouve des difficultés à élargir son élite.

Pour conclure, notre étude de la situation économique comparée des Franco-Ontariens laisse entrevoir à la fois des aspects pessimistes et encourageants<sup>8</sup>. D'un côté les écarts de revenus subis par les Franco-Ontariens dans la plus riche des provinces sont moins substantiels qu'ailleurs au Canada, les jeunes hommes franco-ontariens atteignant même la parité. D'un autre côté, les taux de scolarité et les taux de chômage des francophones en Ontario continuent à faire problème.

## NOTES

\* Cette étude a été rendue possible grâce à une subvention du Secrétariat d'État et du Commissariat aux langues officielles. Les opinions exprimées dans cette présentation sont celles des auteurs et ne reflètent ni les vues ni les politiques du Secrétariat d'État ou du Commissariat aux langues officielles. Nous remercions aussi notre assistant Guy Fortin pour son aide précieuse.

1. Par exemple, Castonguay 1980, Veltman, Boulet et Castonguay, 1979.
2. C'est aussi le choix récent de Lévesque, pour Ottawa-Hull, Toronto, et Montréal, 1989.
3. Saint-Germain et Lavoie tableaux 14.8 et 14.10, 1989.
4. Les divisions de recensement suivantes ont été utilisées. Nord : Cochrane, Nipissing, Sudbury, Timiskaming, Sudbury régional; Est : 1981, Glengarry, Ottawa-Carleton, Prescott, Russell, Stormont, Dundas 1986, Glengarry, Ottawa-Carleton, Prescott-Russel, Stormont-Dundas; Reste de l'Ontario : de façon résiduelle; l'Est rural est l'Est moins Ottawa-Carleton.
5. Les revenus d'assurance-chômage incluent en effet les congés de maternité.
6. Des données non présentées ici permettent de constater par surcroît que les jeunes franco-ontariens, comme les autres jeunes canadiens d'ailleurs, complètent moins leurs études universitaires qu'autrefois. Comme indiqué au tableau 4, ce taux était de 13,9% en 1986, mais il était de 15,0% en 1981. Voilà un phénomène inquiétant, qui n'affecte cependant pas les Franco-Ontariennes.
7. Le taux de diplômés universitaires chez les francophones du Nord de 25 à 34 ans est passé de 8,1% en 1980 à 4,9% en 1985.
8. Autre élément de pessimisme : si on exclut des Franco-Ontariens tous les francophones nés au Québec (30% de la population), l'écart de revenu brut avec les anglophones en 1985, qui était de seulement 11% (section 2.1), grimpe à 16% (Saint-Germain et Lavoie, tableau 12.1)

## BIBLIOGRAPHIE

- BOULET, Jacques André, et Laval LAVALLÉE, *L'évolution des disparités linguistiques de revenus de travail au Canada de 1970 à 1980*, document n° 245, Conseil Économique du Canada, Ottawa, 1983.
- CASTONGUAY, Charles, «Sur quelques indices de propension à l'exogamie et au transfert linguistique», *Cahiers québécois de démographie*, décembre 1980.
- Fédération des francophones hors Québec, *Deux poids deux mesures : les francophones hors Québec et les anglophones au Québec, un dossier comparatif*. FFHQ, Ottawa, 1978.
- JOY, R.J., «Some Weaknesses of the Census Publication, with Particular Reference to those Affecting the Study of Language Transfer», in *Language Maintenance and Language Shift in Canada*, Paul Lamy, (éd.), Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1973.
- LACHAPPELLE, Réjean et Jacques HENRIPIN, *La situation démolinguistique au Canada: évolution passée et prospective*, l'Institut de recherches politiques, Montréal, 1980.
- LAVOIE, Marc et Maurice SAINT-GERMAIN, «Disparités linguistiques de revenu au Canada selon la langue parlée à la maison» *L'Actualité économique, Revue d'analyse économique*, vol 67, n° 3, septembre 1991. (À paraître).
- LÉVESQUE, Jean-Marc, «Le bilinguisme et le revenu du travail», *Perspective*, Statistique Canada, été, 1989.
- RAYNAULD, André, G. MARION et R. BÉLAND, *la répartition des revenus selon les groupes ethniques au Canada. Rapport de recherche préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, 1966.
- SAINT-GERMAIN Maurice et Marc LAVOIE, *Langues et statuts économiques : le Canada des années 80*, Rapport de recherche préparé pour le Secrétariat d'État et le Commissariat aux langues officielles, Ottawa, 1989.
- SAINT-GERMAIN Maurice et Marc LAVOIE, «Évolution comparée des revenus des Acadiens» *Revue de l'Université de Moncton*, vol 25, n° 1, 1992 (À paraître).
- VAILLANCOURT, F. et J. CARPENTIER, «Attributs linguistiques et revenus: Ontario», in Daniel Tremblay, *Les enjeux juridiques et socio-politiques des conflits linguistiques: cas de l'Ontario*, sous la direction de Prujiner, Alain et al. Québec: Centre international de recherche sur le bilinguisme, 1988.
- VELTMAN Calvin et O. PARÉ, *L'insertion sociolinguistique des Québécois d'origine portugaise*, INRS Urbanisation, Études et Documents 44, 1985.
- VELTMAN, C., BOULET J. A. et C. CASTONGUAY, «The Economic Context of Bilingualism and Language Transfer in the Montreal Metropolitan area», *Revue canadienne d'économie*, août, 1979.

**ANNEXE**

Liste des sigles utilisés dans les graphiques 1,2,3.

**Auteurs :**

**BL :** Boulet et Lavallée

**FFHQ :** FFHQ (F. Vaillancourt)

**LS :** présente étude

**RMB :** Raynauld, Marion et Béland

**SL :** Saint-Germain et Lavoie

**Bases :**

**A/F :** Anglophones/Francophones

**Br/Fr :** Britanniques (Anglais et Écossais)/Français

**LM :** Langue maternelle

**LPM :** Langue parlée à la maison

**OE :** Origine ethnique

**RE :** Revenu d'emploi

**RT :** Revenu total

**RTE :** Revenu total des gens avec emploi